L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 14 FEVRIER 1852.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE,
N° 83, RUE DE CHARTRES.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil-Général et du Conseil de la Première Municipalité.

NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI MATIN, 14 FEVRIER

DEPECHE TELEGRAPHIQUE

Transmise à l'Abeille.

Assertion de Lafayette.
Terrace de M. Mills.

Baton Rouge, 13 février.

Le bill a été constitutionnelle pour autoriser Lafayette à prêter de la Nouvelle-Orléans, a été discuté aujourd'hui à la Chambre. Un amendement demandant que le peuple soit consulté sur ce sujet est rejeté par le vote suivant: Pour, 28. Plusieurs autres amendements ont été proposés, mais ils n'ont tous rejetés à une grande majorité.

Le bill a définitivement été adopté par soixante-deux (62) contre six NON

M. William Mills a été déclaré Homestead. Dans le cours de la discussion, il a été déclaré que le bill allouant $30,000 pour les travaux à faire aux chutes de la Rivière Rouge a été adopté.

Banque des Citoyens.

On voit que M. Benjamin a soumis au Sénat à la place du bill présenté par M. Cade au sujet de la Banque des Citoyens, un projet de loi plus explicite et plus détaillé. Le préambule constate d'abord que l'Etat reçoit du paiement de $5,000,000 représentant par des bons émis en faveur de la Banque. Or, cette institution est dans un état déplorable attendu que l'Etat est exposé à perdre cette somme de deux millions. D'une autre part, les administrateurs qui représentent l'Etat dans le conseil de direction ont avant de lorsque le trésor public aurait se couvert au l'un paiement à la Banque de cependre ses affaires, le bill de vote.

Quant au jugement de faillite rendu par la cour de ce matin, il ne produira son effet que dix mois après.

M. Cade lui-même a proposé un amendement à la Banque aura rendu au commerce son émission de bons, ou elles et aura obtenu des actionnaires le versement d'une somme égale.

Qu'il sera nommé parmi les actionnaires de la Banque trois commissaires.

Que ces trois commissaires pourront négocier la rentrée des bons et l'ajournement des échéances jusqu'à une époque qui ne dépassera pas cinq années. Ils seront également autorisés à exiger des actionnaires le versement de $12 au plus par action. Les quotités porteront intérêt à raison de 8 pour cent par an.

Les détenteurs de bons pourront devenir actionnaires en échangeant leurs bons contre des certificats d'actions. Les actions ainsi obtenues seront cessibles sur le total du stock de la banque dans la proportion des bons remis par le détenteur qui aura été admis en circulation.

Si la loi ne sera suivie d'exécution qu'après qu'elle aura été formellement acceptée par une majorité des actionnaires qui devront formuler une opinion écrite.

Dès que la loi aura été mise en vigueur il sera nommé cinq directeurs par les actionnaires qui auront le droit de changer tous cette nomination chaque année.

Le gouvernement de la banque sera confié à un président et à deux directeurs nommés par le Sénat. Les directeurs auront également le droit de surveiller l'administration.

Dans les affaires intéressant contre la Banque on sera en première instance soit en appel à tribunal prochain d'une manière sommaire et ira en avant. Aussi on jugera le plus tôt dans possible.

NOUVELLES D'EUROPE.

Par le Niagara.

Le steamer anglais *Niagara*, venant de Liverpool, est arrivé à Halifax le 6 de ce mois. Les nouvelles qu'il apporte vont jusqu'au 31 janvier pour Londres et Paris et jusqu'au 1er février pour Liverpool. La dépêche suivante renferme le sommaire très satisfaisant du bulletin suivant:

FRANCE.

Le *Moniteur* a publié la nouvelle Constitution que le Président a adoptée en vertu du plébiscite du 14 janvier.

Le Président est gouverneur responsable pendant dix ans.

La nation est souveraine au nom du Président.

Le Président a l'initiative des lois et le droit de grâce.

Il prononce un message annuel.

Il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre et fait la paix.

Il nomme à toutes les charges.

Le pouvoir législatif a la Constitution et bilatéral. Le Président, tel est le serment exigé de tous les fonctionnaires publics.

En cas de mort du Président, le sénat compose un nation pour une nouvelle élection.

Le Président a le droit, par un testament qu'il exécute, de déclarer le citoyen qui mérite la confiance du peuple.

Les journaux sont remplis du texte de la proclamation du prince-président qui le gouvernement exécute à l'extérieur.

Dans le nombre, se trouvent deux exemplaires contre Alexandre Martin et Michel Bouton qui appartenaient au département du Lot-et-Garonne.

Huit des principaux politiques ont été dirigés sur le port de Toulon.

On s'attendait à voir paraître dans le *Moniteur* une seconde liste de citoyens bannis de France; mais la publication en a été renvoyée à plus tard. On assurait qu'elle devait contenir tout au plus quelques uns des noms des 100 mille inscrits de l'ancien conseil d'Etat et de plusieurs des journalistes dévoués à la famille d'Orléans.

Le lundi 12 janvier, en exécution du décret de dissolution de la garde nationale, de grandes quantités d'armes ont été rapportées aux différents arsenaux maritimes et livrées aux autorités. Cependant on est activement occupé à transporter aux Tuileries pour y être tenues sous bonne garde. Les postes précédemment confiés à la garde nationale sont dès occupés par les troupes de ligne.

On décret a été publié qui ordonne la mise en état respectable dans un délai de trois mois, des bois de tous les bâtiments qui ne sont soumis à la marine. Ces bois seront administrés par les officiers des domaines de chaque département, conformément aux lois civiles et militaires.

Le *London Times* annonce que Louis Napoléon est sur le point de renforcer sa position par un mariage avec une princesse de Suède, fille du prince héréditaire, du côté de sa mère. Elle s'est âgée de 22 ans et peut être considérée comme Française par son origine paternelle et maternelle.

Paris, 18 janvier. On assure que le Moniteur d'aujourd'hui contiendra les noms des sénateurs.

On dit aussi que celui de demain soumettra à la connaissance du public les noms des membres qui composeront le conseil d'Etat.

On assure en outre, que la loi électorale sera publiée demain. En vertu d'une disposition de cette loi, le droit de voter ne sera plus accordé qu'à ceux qui auront atteint leur grande majorité, c'est-à-dire vingt cinq ans.

La garde nationale a offert ses uniformes au temps navigue avec la plus grande ponctualité et vient donner le moindre signe de mécontentement.

Emile de Girardin a reçu l'ordre de quitter Paris. Il se rend en Belgique, et de là il ira, dit-on, s'établir en Angleterre.

L'*Esperer* de Londres dit qu'un changement notable a été opéré dans le cours des nouvelles provenant de France. Les rapports d'hommes arrivés à Paris immédiatement le jour, les bulletins de police sont extraordinairement favorables, et les nouvelles du commerce sont en hausse de 15 centimes les dollars mexicains, au contraire, ont baissé d'un centime.

Le correspondant du *Globe* de Londres dit que Louis Napoléon se donne à lui même le nom de Prince Président et que le rétablissement de ce titre de noblesse peut être regardé comme certainement probable.

D'après la même autorité, la nouvelle Constitution n'aurait pas donné toute satisfaction même aux amis du Président.

La proposition faite par le ministre de la guerre d'élever à Napoléon une statue colossale à Austerlitz et d'ériger une certaine portion du bronze provenant des canons pris dans cette mémorable bataille, a été reçue à l'approbation du Président.

Espagne.

L'élection de Louis Napoléon a été célébrée à Madrid par un *Te Deum* chanté dans l'église de St. Louis de France.

Le ministre espagnol a, dit-on, fait connaître son intention de destituer quelques uns des officiers publics qui auraient donné de l'ombrage au gouvernement.

Prusse.

L'ancien roi est mort. Le Président a informé de la mort de l'ancien roi.

Le Président a informé de la mort de l'ancien roi.

Il a prononcé un message annuel.

Il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre et fait la paix.

Il nomme à toutes les charges.

Le pouvoir législatif a la Constitution et bilatéral. Le Président, tel est le serment exigé de tous les fonctionnaires publics.

En cas de mort du Président, le sénat compose un nation pour une nouvelle élection.

Le Président a le droit, par un testament qu'il exécute, de déclarer le citoyen qui mérite la confiance du peuple.

Les journaux sont remplis du texte de la proclamation du prince-président qui le gouvernement exécute à l'extérieur.

Dans le nombre, se trouvent deux exemplaires contre Alexandre Martin et Michel Bouton qui appartenaient au département du Lot-et-Garonne.

Huit des principaux politiques ont été dirigés sur le port de Toulon.

On s'attendait à voir paraître dans le *Moniteur* une seconde liste de citoyens bannis de France; mais la publication en a été renvoyée à plus tard. On assurait qu'elle devait contenir tout au plus quelques uns des noms des 100 mille inscrits de l'ancien conseil d'Etat et de plusieurs des journalistes dévoués à la famille d'Orléans.

Le lundi 12 janvier, en exécution du décret de dissolution de la garde nationale, de grandes quantités d'armes ont été rapportées aux différents arsenaux maritimes et livrées aux autorités. Cependant on est activement occupé à transporter aux Tuileries pour y être tenues sous bonne garde. Les postes précédemment confiés à la garde nationale sont dès occupés par les troupes de ligne.

On décret a été publié qui ordonne la mise en état respectable dans un délai de trois mois, des bois de tous les bâtiments qui ne sont soumis à la marine. Ces bois seront administrés par les officiers des domaines de chaque département, conformément aux lois civiles et militaires.

Le *London Times* annonce que Louis Napoléon est sur le point de renforcer sa position par un mariage avec une princesse de Suède, fille du prince héréditaire, du côté de sa mère. Elle s'est âgée de 22 ans et peut être considérée comme Française par son origine paternelle et maternelle.

Paris, 18 janvier. On assure que le Moniteur d'aujourd'hui contiendra les noms des sénateurs.

On dit aussi que celui de demain soumettra à la connaissance du public les noms des membres qui composeront le conseil d'Etat.

On assure en outre, que la loi électorale sera publiée demain. En vertu d'une disposition de cette loi, le droit de voter ne sera plus accordé qu'à ceux qui auront atteint leur grande majorité, c'est-à-dire vingt cinq ans.

La garde nationale a offert ses uniformes au temps navigue avec la plus grande ponctualité et vient donner le moindre signe de mécontentement.

Emile de Girardin a reçu l'ordre de quitter Paris. Il se rend en Belgique, et de là il ira, dit-on, s'établir en Angleterre.

L'*Esperer* de Londres dit qu'un changement notable a été opéré dans le cours des nouvelles provenant de France. Les rapports d'hommes arrivés à Paris immédiatement le jour, les bulletins de police sont extraordinairement favorables, et les nouvelles du commerce sont en hausse de 15 centimes les dollars mexicains, au contraire, ont baissé d'un centime.

Le correspondant du *Globe* de Londres dit que Louis Napoléon se donne à lui même le nom de Prince Président et que le rétablissement de ce titre de noblesse peut être regardé comme certainement probable.

D'après la même autorité, la nouvelle Constitution n'aurait pas donné toute satisfaction même aux amis du Président.

La proposition faite par le ministre de la guerre d'élever à Napoléon une statue colossale à Austerlitz et d'ériger une certaine portion du bronze provenant des canons pris dans cette mémorable bataille, a été reçue à l'approbation du Président.

Espagne.

L'élection de Louis Napoléon a été célébrée à Madrid par un *Te Deum* chanté dans l'église de St. Louis de France.

Le ministre espagnol a, dit-on, fait connaître son intention de destituer quelques uns des officiers publics qui auraient donné de l'ombrage au gouvernement.

Prusse.

L'ancien roi est mort. Le Président a informé de la mort de l'ancien roi.

Congrès.

Séance du 4 février.

SENAT.—Le débat sur la résolution conjointe de M. Clark touchant la pétition des capitaines des Etats-Unis est renvoyé à lundi 9 du courant.

M. Stockton présente la pétition du capitaine Charles Wilkes demandant une allocation de $30,000 pour aller à la recherche de Sir John Franklin et explorer l'Ocean Arctique.

M. Shields présente un bill pour venir en aide aux alienés indigents en accordant des terres aux différents Etats pour leur permettre de bonder des hospices. Référé à un comité spécial.

Le bill faisant une concession de terres à Flora a été pris en considération. M. Felch a donné une discours.

Chambre des Représentants.—La matière de la séance est consacrée à lire des communications et à les référer aux différents comités.

La Chambre se constitue ensuite en comité général pour délibérer sur divers projets de loi. MM. Harris, Cavalier et Brenton prennent successivement la parole.

Le bill pour l'encouragement de l'agriculture est mis à l'ordre spécial du jour pour le premier lundi de mars.

On commence la discussion du bill pour régler la publication des lois des Etats-Unis et celle des arrêts particuliers publics. M. Stuart prend le premier la parole.

M. Harris lui succède pour combattre le bill et en demander le dépôt sur le bureau. Avant que cette motion ait été décidée, la Chambre se forme en comité général pour reprendre la discussion des bills relatifs aux concessions de terres à titre de récompense. Le débat se prolonge sans aucune de résultat; puis la Chambre s'ajourne.

Séance du 5 février.

SENAT.—Le Sénat adopte la résolution de M. Broadhead ordonnant d'examiner s'il ne convient pas d'envoyer un chargé d'affaires en Suisse. Le Sénat vote également la résolution de M. Hale ordonnant d'examiner s'il ne convient pas de limiter la durée des grades militaires.

M. Shields rapporte, au nom du comité spécial auquel il avait été référé, le bill qui accorde des terres aux différents Etats pour leur permettre de bonder des hospices destinés aux aliénés indigents.

La prise en considération de la résolution conjointe exprimant des sympathies pour les pouvoirs irlandais est renvoyée au samedi suivant.

Le Sénat s'occupe de la résolution relative à l'impression des tableaux du système décimal. MM. Smith, Badger, Cass, Borland, Hamlin et Clay en prennent la parole, puis le Sénat s'ajourne.

Amérique du Sud.

Le steamer *Ohio*, arrivé à New-York, venant de Chagres, a rapporté des nouvelles de l'Amérique du Sud.

Le général Cruz s'est rendu aux troupes du gouvernement commandées par le général Bulnes. La révolution a donc été terminée. Bulnes aprés cet avantage est rentré à Santiago.

Les derniers avis du Perou annoncent que le président Echenique s'était présenté au Congrès et avait donné connaissance d'un complot qui existait pour le renverser, et dont quelques uns des membres les plus distingués de la Nouvelle Orléans. Ces derniers ont été arrêtés et livrés à la justice.

Mardi, 10 février.—Nous avons reçu le second numéro de cette revue, et nous sommes plus que jamais convaincus de l'importance et de l'indispensable utilité d'une pareille publication.

L'*Union Médicale* n'est pas seulement un répertoire que chacun peut consulter avec fruit, c'est aussi pour les médecins un précieux auxiliaire en ce qu'elle leur permettra désormais de projeter leurs observations les plus intéressantes. Il était à la médecine ses annales, comme au droit, comme à tous les arts et à toutes les sciences. C'est le seul moyen d'assurer le triomphe de la vérité et de la dégager des ténèbres que produit la confusion des doctrines et des avis. Les systèmes seront toujours jugés par leurs résultats: voilà pourquoi la publicité leur est indispensable.

Le numéro de l'*Union Médicale* que nous venons de nous lire contient plusieurs articles communiqués à l'éditeur par quelques uns des médecins les plus distingués de la Nouvelle Orléans. C'est d'un bon augure pour l'avenir de la revue. Les hommes de l'art prendront, nous l'espérons, sous leur patronage cette, l'œuvre fondée par le docteur Delery. Il y va d'ailleurs de leur intérêt. *L'Union Médicale* sera leur organe. Ils pourront lui confier leurs travaux et leurs découvertes, leurs recherches et leurs succès.

Nous n'avons qu'un reproche à adresser à la revue du Dr. Delery; elle est trop exigüe. Nous éprouvons réellement que l'éditeur se propose d'y ajouter huit pages supplémentaires dès qu'il aura un nombre suffisant d'abonnés pour lui permettre d'entreprendre cette amélioration. Comptons ces derniers augmenter tous les jours, il est probable que la prochaine livraison contiendra plus de notre pages. Nous le désirons dans l'intérêt des médecins et du public.

THEATRE D'ORLEANS.—L'indisposition de l'un des principaux artistes chargés d'interpréter le drame de *Clyppe* a forcé l'administration de substituer le ballet à l'ouverture de Halévy. Elle a par conséquent obtenu que les autres lions set différemment leur devoir pour donner ce soir une deuxième représentation. Le changement soudain exécutera, en outre de la scène des Nonnes dans *Robert le Diable*, un grand divertissement composé des danses les plus savoyantes. Mlles Carolina et Adelaide donneront *La Mazurka* et *Un menuet*, les deux pas les plus gracieux et les plus voluptueux de la danse. Ajoutez le ballet viennois la vendredille, *Un menuet* qui *vaut les femmes* et *La Pop* cassé terminera la soirée.

Quant, grande solennité. *Stradivarius* tiendra ses feux lumineux au théâtre.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE

Le bill relatif à l'annexion de Lafayette a été rapporté hier à la Chambre par le comité de la législature d'Orléans auquel il avait été référé. La majorité composée de MM. Ranney, Sturly, Simpson, Lufirop, Hawthorne, Price, Loeds, Waterman, Campbell, Summers, Corry, Lumsden, Flemming et Sevier, a recommandé l'adoption du bill. La minorité composée de MM. Augustin, Payne, Lambert, Salmon, Read, Castillo, Melon, Weidemeier et Davergin, s'est prononcée contre le bill. M. Commandeur, de Orléans, a déclaré que toute la délégation de cette paroisse est signé à l'unanimité le rapport de la majorité.

M. Rice a cru devoir savoir si le bill renferme une appropriation.

M. Sevier répond négativement.

M. Phillips s'oppose à ce que l'on donne la préférence aux bills du district présentés après ceux de l'ordre qu'ils ont sur le registre, et sur tout quand le sujet est d'une grande importance. Le bill pour l'annexion touche tellement aux intérêts de l'Etat et de la Nouvelle-Orléans. Les améliorations et mesures projetées dans cet acte touchent à une valeur de plus d'un million. Dans de propriétaires de dans de pareilles circonstances il se voit obligé de s'opposer à la motion de son collègue, et il en statue pour que le bill relatif à M. John E. King, Orateur de la Chambre des Représentants. Robert C. Martin, Président du Sénat pro tempore. Approuvé le 11 février 1852. Joseph Walker, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane. Pour copie conforme: Charles Gayarré, Secrétaire d'Etat.

Anne pour la Nouvelle-Orléans. Tchah! s'écrie un des noms pour cent de John Jacob Astor. Adopté.

Ordre du jour.

L'ordre du jour appelle le projet de loi dont l'objet est la création de la paroisse Dagdelfin, nia discuté hier en partie. Le bill est la une troisième fois section par section et passé.

M. Byrn dit depuis que la Chambre est en possession de ce bill il a reçu une pétition, couverte de nombreuses signatures, demandant que la loi ne soit pas la nouvelle paroisse fut changée. Il propose de la nommer Wynn au lieu de Dagdemonia.

M. White soudevait la nommer Fillmore. M. Bochton désirerait l'appeler Clay. M. McCutcheon propose le nom de Taylor, et M. Richardson celui de John Moore.

M. Ryan propose que si la peuple désire créer une nouvelle paroisse, il doit avoir le droit de lui donner un nom à sa fantaisie. La Chambre n'ignore pas que le nom de Wynn, proposé dans cette circonstance, était celui d'un homme du talent qui avait déserté dans l'Ouest de l'Etat établissait la mémoire était vénérée par les habitants de cette partie des pays. Il avait occupé avec honneur la position de conseiller d'Etat durant sa vie, et tous les habitants de la nouvelle paroisse verraient avec plaisir son nom ainsi perpétué. L'Assemblée législative ne peut elle faire à ce législateur désir? Il espère que ce nom sera accepté comme marque de respect à l'homme qui a rendu de grands services à son pays.

La question passe sur la substitution du nom de Fillmore et elle est emportée par une voix de majorité.

M. Alexander demande la reconsidération, mais la motion est perdue par 40 oui contre 41 non.

M. Castillo dit qu'il a voté par erreur et demande à corriger son vote en conséquence. Quelques objections étant présentées.

M. Ryan dit qu'il est facile d'avoir introduit ce sujet de discussion. Lorsqu'il l'a fait il espérait que le désir des habitants de la nouvelle paroisse se reconstruirait pas d'opposition et qu'on leur accorderait le privilège de donner cet acte marque de souvenir au nom d'un homme qu'ils révèrent. Les habitants de la paroisse en question pensaient dans leur simplicité qu'après avoir pris toutes les peines et supporté tous les frais d'administration paroissiale on voudrait bien les consulter dans cette affaire. La proposition de M. Castillo est donc un indice parjure a été emportée par une voix de majorité, voilà M. Castillo qui déclare qu'il s'est trompé en voulant et qui demande à changer son vote. Le ramassage exige qu'on se rassoie à ce désir. Il n'a certes aucune apathie pour le nom de Fillmore, un nom n'est autre chose qu'un nom après tout, mais s'il était permis de donner à la nouvelle paroisse le nom d'un de ses propres citoyens cela serait plus agréable aux habitants de cette partie du pays. Il espère que M. Castillo aura la permission de corriger son vote à sa fantaisie.

La motion étant accordée. M. Fleming dit qu'il a été également surpris et demande à changer son vote; la motion est perdue par 41 oui contre 42 non.

M. Ryan propose la reconsidération du bill.

M. Castillo dit qu'il est trop tard pour que cette motion soit adoptée.

L'orateur fait remarquer que cela peut être fait s'il y a consentement unanime.

M. Castillo dit que peut-être le membre des Rapides qui avait proposé de changer le nom de Dagdemonia serait bien aise de reconsidérer son vote. Il propose à la Chambre de reconsidérer la décision, les amis du bill ayant encore leur recours devant le Sénat.

M. Crowell propose le sujet est en dehors des convenances de la Chambre. Le nom de la nouvelle paroisse a été adopté dans toutes les formes et c'est de plus mauvais goût que d'en proposer un autre. Si M. Castillo a voté à regret il doit se soumettre à son sort.

M. Castillo dit que peut-être le membre des Rapides qui avait proposé de changer le nom de Dagdemonia serait bien aise de reconsidérer son vote. Il propose à la Chambre de reconsidérer la décision, les amis du bill ayant encore leur recours devant le Sénat.

M. Crowell propose le sujet est en dehors des convenances de la Chambre. Le nom de la nouvelle paroisse a été adopté dans toutes les formes et c'est de plus mauvais goût que d'en proposer un autre. Si M. Castillo a voté à regret il doit se soumettre à son sort.

M. Castillo dit qu'il est fâché d'avoir introduit ce sujet de discussion. Lorsqu'il l'a fait il espérait que le désir des habitants de la nouvelle paroisse se reconstruirait pas d'opposition et qu'on leur accorderait le privilège de donner cet acte marque de souvenir au nom d'un homme qu'ils révèrent. Les habitants de la paroisse en question pensaient dans leur simplicité qu'après avoir pris toutes les peines et supporté tous les frais d'administration paroissiale on voudrait bien les consulter dans cette affaire. La proposition de M. Castillo est donc un indice parjure a été emportée par une voix de majorité, voilà M. Castillo qui déclare qu'il s'est trompé en voulant et qui demande à changer son vote. Le ramassage exige qu'on se rassoie à ce désir. Il n'a certes aucune apathie pour le nom de Fillmore, un nom n'est autre chose qu'un nom après tout, mais s'il était permis de donner à la nouvelle paroisse le nom d'un de ses propres citoyens cela serait plus agréable aux habitants de cette partie du pays. Il espère que M. Castillo aura la permission de corriger son vote à sa fantaisie.

La motion étant accordée. M. Fleming dit qu'il a été également surpris et demande à changer son vote; la motion est perdue par 41 oui contre 42 non.

M. Ryan propose la reconsidération du bill.

M. Castillo dit qu'il est trop tard pour que cette motion soit adoptée.

L'orateur fait remarquer que cela peut être fait s'il y a consentement unanime